



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° AOO-25022

FOURNITURES COURANTES

ACCORD CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS POUR LA FOURNITURE DE POISSONS SURGELES

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Etablissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon un appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Techniques d'achats :

- **Accord cadre à marchés subséquents** application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique
- **Enchères électroniques** en application des dispositions des articles R2162-57 à R2162-66 du Code de la commande publique

Préambule GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :®

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

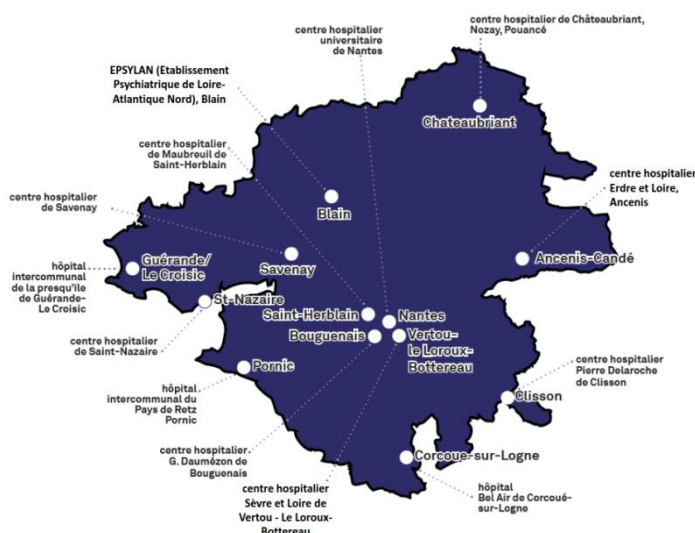
En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



<u>PREAMBULE GHT</u>	2
<u>ARTICLE 1 - PARTIES AU CONTRAT</u>	6
1.1 ACHETEUR	6
1.2 TITULAIRE	6
<u>ARTICLE 2 - DESCRIPTION DE L'ACCORD-CADRE</u>	6
2.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2.2 NATURE DU MARCHE ET COMPETENCES DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT ET DES ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT 44	7
<u>ARTICLE 3 - DIVISION EN LOTS</u>	7
<u>ARTICLE 4 - FORME DU MARCHE(S)</u>	8
<u>ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION</u>	8
5.1 DUREE INITIALE	8
5.2 RECONDUCTIONS	8
5.3 MARCHES COMPLEMENTAIRES OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES	8
<u>ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	8
6.1 DOCUMENT CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE	8
6.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
6.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE DU MARCHE	9
6.3.1 FORME DES NOTIFICATIONS	9
6.3.2 NOTIFICATIONS DU MARCHE ET DE SES MODIFICATIONS	9
6.3.3 NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE	9
6.3.4 NOTIFICATIONS DESTINEES A L'ACHETEUR	10
<u>ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION SPECIFIQUES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	10
7.1 TITULAIRES	10
7.2 CLAUSE D'EXCLUSIVITE	10
7.3 PERIODICITE DE LA REMISE EN CONCURRENCE	10
7.4 MODALITES DE DEROULEMENT DES ENCHERES	10
7.5 CRITERES D'ATTRIBUTION	11
7.6 NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION	11
7.7 FORME ET DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
7.8 OBLIGATION DE REPONSE	11
7.9 PRIX PLAFONDS	12
7.10 CLAUSE D'EXCLUSION	12
<u>ARTICLE 8 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX</u>	12
8.1 CONTENU DES PRIX DU MARCHE	12
8.2 PRIX DE REFERENCE DE L'ACCORD-CADRE	12
8.3 PRIX DE REFERENCE DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
8.4 FORME DES PRIX	13
8.5 VARIATIONS DES PRIX	13
8.5.1 VARIATIONS DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	13
8.5.2 VARIATIONS DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	13

8.6	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	13
8.7	FOURNITURES ACHETEEES HORS BPU ET BENEFICIAINT D'UNE REMISE SUR CATALOGUE	13
8.8	VARIATION DU TAUX DE REMISE	13
8.9	OFFRES PROMOTIONNELLES	14
ARTICLE 9 - PAIEMENT ET FACTURATION ELECTRONIQUE		14
9.1	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	14
9.2	DELAI DE PAIEMENT	14
9.3	PRESENTATION DES FACTURES	14
9.4	TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT	15
ARTICLE 10 - MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES		15
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS		16
11.1	QUALITE DES PRESTATIONS	16
11.2	LIVRAISON DES FOURNITURES	16
11.3	LES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT	16
11.3.1	RUPTURE PONCTUELLE D'UN PRODUIT	16
11.3.2	ARRET DE COMMERCIALISATION D'UN PRODUIT	16
ARTICLE 12 - MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT		17
12.1	AJOUT D'UN ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE	17
12.2	AJOUT DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES HORS BPU	17
12.3	CESSION DU MARCHE	17
12.4	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	18
12.5	ÉVOLUTION DES MODALITES DE DEROULEMENT DES ENCHERES	18
ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE		18
ARTICLE 14 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE		18
14.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	18
14.2	ASSURANCE	19
14.3	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	19
14.4	SECURITE	19
ARTICLE 15 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS		20
15.1	DECISIONS APRES VERIFICATIONS	20
15.2	ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	20
15.3	RESPONSABILITE	20
ARTICLE 16 - REPORTING		20
ARTICLE 17 - DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES		21
17.1	DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL	21
17.2	EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	21
17.3	CALCUL DES PENALITES DE RETARD D'EXECUTION	21
17.4	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS	21
17.5	CUMUL	22
ARTICLE 18 - RESILIATION DU MARCHE		22
18.1	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	22

18.2	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	22
18.3	RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	22
18.4	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	22
18.5	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
18.5.1	EN CAS D'INEXECUTION DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION	23
18.5.2	- APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	23
<u>ARTICLE 19 -</u>	<u>DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 20 -</u>	<u>DEROGATIONS AU CCAG-FCS</u>	<u>24</u>

Chapitre I : Généralités

Article 1 - Parties au contrat

1.1 Acheteur

Centre Hospitalier Universitaire de NANTES (CHU NANTES)

Etablissement Public de Santé - **Etablissement support du GHT 44.**

1.2 Titulaire

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Il est dûment identifié à l'acte d'engagement.

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, l'acte d'engagement indique si le mandataire est solidaire ou non, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Article 2 - Description de l'accord-cadre

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture poissons surgelés.

La nature des fournitures, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans le présent document et dans le bordereaux des prix unitaires (caractéristiques produits de chaque ligne).

Il est précisé que les stipulations du présent C.C.A.P. s'appliquent tant à l'accord-cadre qu'aux marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre sauf lorsque lesdites stipulations limitent expressément leur application à « l'accord-cadre » ou aux « marchés subséquents » (l'expression « marché » désignant dans ce document indifféremment l'accord-cadre ou les marchés subséquents).

Les établissements parties du GHT 44 ayant un besoin identifié sont :

Etablissements	Besoins identifiés au lancement de la consultation
CHU DE NANTES	OUI
CH ST NAZAIRE	OUI
CH ERDRE ET LOIRE	NON
CH EPSYLAN BLAIN	OUI
CH GEORGES DAUMEZON BOUGUENNAIS	OUI

CH CHATEAUBRIANT	OUI
HOPITAL PIERRE DELAROCHE CLISSON	NON
CH BEL AIR CORCOUE	NON
HI GUERANDE	OUI
HIPR PORNIC	OUI
CH MAUBREUIL	NON
CH SAVENAY	NON
CHI SEVRE ET LOIRE VERTOU	OUI

Si un besoin venait à apparaître, l'établissement concerné pourrait bénéficier de la présente procédure dans le cadre des dispositions de l'article 12.1 du CCAP.

Il pourra être intégré en cours de marché dans les conditions décrites à l'article 12.1 du C.C.A.P..

2.2 Nature du marché et compétences de l'établissement support et des établissements parties du GHT 44

Il est conclu un marché unique, signé et notifié par le CHU DE NANTES, Etablissement Support du GHT 44 et Pouvoir adjudicateur.

Le CHU de NANTES assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation de marché pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché,
- Signer et notifier le marché,
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché, à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, le cas échéant,
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
- Prononcer la résiliation du marché,
- Gérer les relations précontentieuses formées par ou contre le Groupement Hospitalier de territoire de Loire Atlantique, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.
- Conduire les enchères électroniques
- Signer et notifier les marchés subséquents

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

Article 3 - Division en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

Article 4 - Forme du marché(s)

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté par passation de marchés subséquents, dans les conditions décrites aux articles R.2162-1 à R.2162-12 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu en multi-titularisations.

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence, préalablement à l'attribution de chaque marché subséquent via des enchères électroniques.

L'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec maximum en valeur, en application du 2° de l'article R2162-4 du Code de la commande publique. Le maximum en valeur est fixé à 3 173 000 € HT pour l'ensemble de la durée du marché, reconductions incluses.

Pour information, le montant en valeur pour l'année 2024 pour les établissements du GHT s'est élevé à 610 008 € HT.

Article 5 - Durée du marché et reconduction

5.1 Durée initiale

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois calendaires à compter du 1er juin 2025 ou de la date de notification si ultérieure.

Le premier marché subséquent est prévu pour débiter au 1^{er} juillet 2025.

5.2 Reconductions

L'accord-cadre est reconductible tacitement pour une période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) reconductions, sauf décision expresse de non reconduction de l'acheteur.

Le cas échéant, au terme de chaque période de l'accord-cadre, l'acheteur prend une décision écrite de non reconduction, qu'il notifie au Titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

Le Titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre n'excèdera pas quatre (4) ans.

5.3 Marchés complémentaires ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, pour les marchés de fournitures, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, l'acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés complémentaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

Article 6 - Documents contractuels

6.1 Document contractuels de l'accord-cadre

L'accord-cadre est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du marché et son annexe financière :
 - Annexe 1 « Bordereaux des prix unitaires »

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :
 - Annexe 2 « Calendrier de remise en concurrence »,
 - Annexe 3 « Volume par établissements indicatif 2024 »
 - Annexe 4 « Informations des établissements parties »
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021, JORF n°78 du 1er avril 2021)
 -
- L'offre du Titulaire comprenant notamment Annexe 5 « Cadre de réponse technique »

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

6.2 Documents contractuels des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont régis par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- les pièces de l'accord-cadre, énumérées ci-avant ;
- la lettre de consultation du marché subséquent, complétant les stipulations de l'accord-cadre, et en annexe de ce document, le devis ou l'offre de prix remis par le Titulaire ;

Des pièces contractuelles supplémentaires peuvent être prévues par les marchés subséquents. Les dispositions prévues dans la lettre de consultation ne peuvent aller à l'encontre de celles de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

6.3 Pièces à délivrer au Titulaire du marché

6.3.1 Forme des notifications

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG-FCS avec les précisions qui suivent. Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en Titulaire.

6.3.2 Notifications du marché et de ses modifications

La notification du marché et de ses modifications est effectuée par le biais du profil d'acheteur, ou à défaut, dans les conditions prévues à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

L'adresse électronique faisant foi pour la notification est celle renseignée par le Titulaire dans son compte utilisateur du profil d'acheteur, dont il fait usage pour le dépôt de son offre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu la notification à la date de la première consultation du document qui lui a été ainsi adressé, ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

6.3.3 Nantissement et cession de créance

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit à l'acheteur. Il reçoit alors de la part de ce dernier, soit une copie de l'original du marché public délivrée en unique exemplaire, soit un certificat de cessibilité, transmis par l'organisme

bénéficiaire de la cession au comptable assignataire des paiements. Il est à noter que l'acheteur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et 61 du code de la commande publique est le représentant légal de l'acheteur.

6.3.4 Notifications destinées à l'acheteur

Les notifications destinées à l'acheteur, prévues en application des clauses du présent CCAP, telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée au début du présent document.

Article 7 - Modalités d'exécution spécifiques à la passation des marchés subséquents

7.1 Titulaires

L'accord-cadre est conclu avec plusieurs titulaires.

Les Titulaires sont remis en concurrence, préalablement à l'attribution de chaque marché subséquent.

7.2 Clause d'exclusivité

L'accord-cadre est un système fermé pendant toute sa durée d'exécution. Cela signifie qu'une fois l'accord-cadre conclu, aucun opérateur économique supplémentaire ne pourra y adhérer. Seuls les Titulaires de l'accord-cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents.

Toutefois, l'acheteur est délié de ce principe d'exclusivité en cas de consultation infructueuse (absence de réponses conformes lors d'une consultation). Dans ce cas, l'acheteur peut recourir à une mise en concurrence portant sur le besoin non satisfait, en dehors de l'accord-cadre.

7.3 Périodicité de la remise en concurrence

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés publics conclus sur la base de cet accord seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre suivant les modalités décrites ci-dessous.

La remise en concurrence s'effectuera tous les 6 mois dans les conditions définies ci-après. Elle sera commune à tous les Etablissements du GHT concernés et donnera lieu à la passation d'un seul marché subséquent.

7.4 Modalités de déroulement des enchères

Un bordereau de prix unitaires exprimant les besoins de l'ensemble des établissements sera adressé aux titulaires de l'accord-cadre suivant le calendrier prévisionnel prévu dans l'ANNEXE 2 au CCAP « Calendrier de remise en concurrence » du présent CCAP par le pouvoir adjudicateur.

Tous les attributaires de l'accord cadre sont invités simultanément à participer à l'enchère électronique.

Les enchères se déroulent sur une plateforme électronique sécurisée.

-

Chaque titulaire reçoit des identifiants pour se connecter à la plateforme.

-

La date, l'heure, et la durée des enchères sont précisées dans l'invitation.

Au démarrage des enchères, il est prévu de classer au vu des prix plafonds déposés lors de l'attribution de l'accord cadre le cas échéant révisés selon les modalités prévues au contrat et des quantités estimatives mentionnées dans le marché subséquent.

Un reclassement automatique sera réalisé en fonction des nouveaux prix déposés par les attributaires et de la formule mathématique mentionnée dans l'invitation à participer aux enchères.

À la fin des enchères, l'offre finale enregistrée sur la plateforme constitue la proposition ferme et engageante du titulaire.

Si au terme des enchères, le titulaire arrivant premier au classement n'a pas déposée de nouvelle offre, il lui sera demandé de confirmer qu'il s'engage sur les prix plafonds fixés dans l'accord cadre. A défaut son offre sera écartée.

7.5 Critères d'attribution

Les marchés subséquents sont attribués sur la base des critères définis dans l'accord-cadre, à savoir :

- Critère financier : 100%.

Les enchères électroniques porteront uniquement sur le prix (seul critère d'attribution du marché subséquent).

7.6 Notification de l'attribution

Au terme des enchères, l'attributaire arrivé premier devra **IMPERATIVEMENT** retourner le bordereau de prix unitaires complété et signé, via la plateforme PLACE conformément à son offre.

Le retour par courriel du bordereau de prix unitaires signé par le représentant du pouvoir adjudicateur vaut notification du marché subséquent et information pour le candidat retenu.

7.7 Forme et durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont des marchés passés par le pouvoir adjudicateur sur le fondement de l'Accord-Cadre.

Ils prendront la forme d'un accord cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions de l'article R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

En toute hypothèse, les marchés subséquents doivent être notifiés dans le délai de validité de l'accord cadre.

7.8 Obligation de réponse

Le Titulaire du présent accord-cadre est tenu de répondre aux sollicitations de l'acheteur et de présenter une offre dans les conditions prévues à la lettre de consultation qui lui sera remis à cet effet. Le Titulaire de l'accord cadre veille à produire des offres régulières, acceptables et appropriées.

En cas de défaut de réponse ou de remise d'une offre irrégulière ou inappropriée de la part du Titulaire de l'accord-cadre, celui-ci encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 € par consultation.

Les pénalités sont applicables, nonobstant la capacité de l'acheteur à résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

7.9 Prix plafonds

Voir article 8.2 du présent CCAP.

7.10 Clause d'exclusion

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts d'un Titulaire, pour les motifs décrits à l'article 18.4 du présent C.C.A.P.

Dans ce cas, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de ce Titulaire est sans effet sur les marchés subséquents qui lui ont été notifiés avant la date d'effet de la résiliation.

L'acheteur peut poursuivre l'exécution de l'accord-cadre avec le ou les Titulaires restants ou décider, du fait de l'absence de concurrence suffisante, d'en prononcer la résiliation pour motif d'intérêt général dans les conditions décrites à l'article 18.3 du C.C.A.P.

Chapitre II - Prix et règlements

Article 8 - Contenu et caractère des prix

8.1 Contenu des prix du marché

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- la garantie,
- la documentation,
- le transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- la mise en service (ou la mise en ordre de marche),
- le gardiennage,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais de gestion,
- la fourniture de tous les accessoires indispensables,
- la formation des utilisateurs et des techniciens.

Le candidat devra indiquer sur le cadre de réponse technique, le coût forfaitaire de livraison à appliquer à toute commande d'un montant inférieur à 150€ HT. Ce montant s'entend par livraison effective et par point de livraison. Aucun frais de port ne pourra être facturé dans le cas de livraisons fractionnées du fait du fournisseur ayant pour effet d'être en dessous du seuil de livraison de 150€ HT, au titre d'une seule commande dont le coût global est égal ou supérieur au minimum accordant le franco de port.

Les minima de commandes sont interdits.

8.2 Prix de référence de l'accord-cadre

Les prix de référence de l'accord-cadre sont ceux exprimés dans l'Annexe 1 au présent CCAP « Bordereau des prix unitaires ».

Les prix établis dans l'annexe financière par le Titulaire au moment de son offre constituent les prix plafonds maximums applicables pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre (hors cas de révisions des prix prévus par le présent CCAP).

8.3 Prix de référence des marchés subséquents

Les prix de référence des marchés subséquents sont ceux exprimés par le Titulaire retenu, à l'issue de chaque remise en concurrence, dans le bordereau des prix unitaires pour la période de référence.

8.4 Forme des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

La forme des prix des marchés subséquents est prévue dans la lettre de consultation du marché subséquent. A défaut, la forme des prix de l'accord-cadre s'applique.

8.5 Variations des prix

8.5.1 *Variations des prix de l'accord-cadre*

Les prix plafonds de l'accord cadre peuvent être révisés 1 fois par an selon l'évolution du barème du fournisseur. Les demandes devront s'effectuer avant le 30 avril et seront appliqués lors de la consultation des marchés subséquent des 12 mois à venir.

8.5.2 *Variations des prix des marchés subséquents*

Les prix des marchés subséquents sont fermes pour toute la durée du marché (soit 6 mois).

8.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

8.7 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Le représentant de chacun des établissements du GHT se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le Titulaire du marché subséquent du mois en cours. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés par l'établissement du GHT concerné pour le marché considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué dans les annexes financières, dans les questionnaires de conditions commerciales complémentaires ou dans tout autre document de l'offre du Titulaire.

Le catalogue hebdomadaire ou mensuel sera fourni **sur demande** d'un établissement par le titulaire.

8.8 Variation du taux de remise

Sans objet

8.9 Offres promotionnelles

En dehors des périodes de révision éventuelles, le Titulaire peut faire bénéficier l'acheteur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché. Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du Bordereau de Prix Unitaire. Cela peut être aussi dans le cas d'opérations déstockages avec des conditions de commandes à la palette par exemple.

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur la désignation des produits concernés ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Article 9 - Paiement et facturation électronique

9.1 Modalités de facturation et de paiement

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

9.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum, à l'exception des structures de coopération (GCS, GIP) pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

9.3 Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

9.4 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- ⇒ Le code service « RESTAURATION » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- ⇒ Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) est obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

Chapitre III - Exécution

Article 10 - Modalités de passation des commandes

Cette stipulation s'applique aux marchés subséquents pour la partie des prestations exécutée par émission de bon de commande.

Aucune fourniture ni prestation exécutée par émission de bons de commande ne pourra être livrée ou réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par l'acheteur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande notifié au Titulaire.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- L'identification du Titulaire ;
- Les références des fournitures commandées ainsi que leurs quantités ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le code du service en charge du paiement ;
- Le délai d'exécution ;
- La date d'émission ;
- Le prix net et le cas échéant, le pourcentage de remise sur le tarif public,
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;

- Les montants et taux de TVA ;
- Le lieu de livraison.

Les bons de commande sont émis par le représentant de l'acheteur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Toute commande effectuée en urgence par téléphone ou courriel fait l'objet d'un bon de commande établi dans les meilleurs délais.

Article 11 - Conditions d'exécution des prestations

11.1 Qualité des prestations

Les fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au Cahier des Clauses Administratives Particulières et dans le bordereaux des prix unitaires (caractéristiques produits de chaque ligne).

11.2 Livraison des fournitures

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison établi conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG-FCS, indiquant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du Titulaire.

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un bon de livraison ou d'un document équivalent, dont chaque partie conserve un exemplaire.

11.3 Les ruptures d'approvisionnement

11.3.1 *Rupture ponctuelle d'un produit*

En cas de rupture ponctuelle d'un produit, dans le cas où le Titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation à l'acheteur, avant la date présumée de prise en compte de ce changement.

Il le propose à l'acheteur et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit.

L'acheteur donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord de l'acheteur et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et **ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.**

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, l'acheteur peut appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du Titulaire.

11.3.2 *Arrêt de commercialisation d'un produit*

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le Titulaire propose à l'acheteur un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans un délai de 10 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon (sur demande de l'établissement support) et la fiche technique du produit afin que l'acheteur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, l'acheteur peut appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du Titulaire.

Article 12 - Modifications en cours d'exécution du contrat

Outre les stipulations relatives au prix, à la durée ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

12.1 Ajout d'un établissement bénéficiaire

Un établissement membre du GHT n'ayant pas identifié de besoins pour la durée de l'accord-cadre pourra néanmoins bénéficier de cet accord-cadre, sous réserve du respect du montant ou des quantités maximum contractuelles fixées pour l'exécution de l'accord-cadre, après modification des conditions techniques ou financières du marché, convenu entre les parties, actée par avenant notifié par l'acheteur.

Cette stipulation est également applicable aux marchés subséquents issus de l'accord-cadre.

12.2 Ajout de prestations complémentaires hors BPU

Des fournitures complémentaires ne figurant pas dans le bordereau de prix initial de l'accord cadre pourront être intégrées aux marchés subséquents, lors de la remise en concurrence, sous réserve que ces ajouts ne présentent pas un caractère substantiel et soient conformes à l'objet du marché.

12.3 Cession du marché

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de l'acheteur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (formulaire DC1 complété) ;
- le numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou pour une entreprise établie à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, l'acheteur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

L'acheteur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'acheteur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

12.4 Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du Titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

12.5 Évolution des modalités de déroulement des enchères

En raison de l'absence d'antériorité sur la technique des achats des enchères électroniques et au regard des aléas de l'outil de l'électronique, l'acheteur se réserve la possibilité de faire évoluer en tant que de besoin les modalités techniques et opérationnelles de déroulement des enchères en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Pourront notamment évoluer le calendrier des remises en concurrence et les modalités de démarrage des enchères .

Toute modification interviendra par voie d'avenant ou, le cas échéant, par une décision unilatérale de l'acheteur, dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des titulaires.

Article 13 - Sous-traitance

Le marché ne peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par l'article L.2193-2 du code de la commande publique.

Article 14 - Obligations générales du Titulaire

14.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires.

Le Titulaire fait parvenir à l'Acheteur son numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou s'il est établi à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'acheteur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

14.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'acheteur, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

14.3 Discretion et confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG-FCS, avec les précisions qui suivent.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans indemnité.

L'acheteur s'engage pour sa part à respecter le caractère confidentiel des données protégées par le secret industriel et commercial, notamment des méthodes, procédés, et savoir-faire employés par le Titulaire, que celui-ci aurait désigné comme telles dans le cadre de l'exécution du marché et à faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de cinq (5) ans.

14.4 Sécurité

Les établissements parties ont défini, selon les dispositions des articles R. 4511-1 à R. 4515-1 du code du travail une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le Titulaire du marché devra respecter.

Chaque établissement partie pourra s'assurer, auprès des salariés du Titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au Titulaire du marché par l'établissement.

L'établissement se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le Titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le Titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent CCAP, un document intitulé les «Risques généraux dans les établissements hospitaliers».

Chapitre IV - Constatation de l'exécution

Article 15 - Opérations de vérifications

Les fournitures font l'objet d'une vérification qualitative simple au sens de l'article 28.1 du CCAG-FCS, dès le jour de la livraison.

La signature du bon de livraison sans mentions de réserves vaut décision d'admission des prestations.

En cas de réserves inscrites sur le bon de livraison, celles-ci doivent être confirmées par décision écrite d'ajournement, de réfaction ou de rejet adressée au Titulaire par tout moyen dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison. A défaut, l'admission des fournitures est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du Titulaire aux opérations de vérification n'est pas requise.

15.1 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le représentant de l'établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

15.2 Admission et transfert de propriété

L'admission des prestations donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti à l'acheteur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

Sauf en cas de location ou de mise à disposition de matériel, la décision d'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des produits à l'établissement est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

15.3 Responsabilité

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS. Le Titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des établissements bénéficiaires du marché.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison. Il est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 16 - Reporting

Au terme de chaque semestre et au plus tard le 15 du mois suivant, le Titulaire devra fournir un relevé des commandes réalisées par établissement bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ce relevé comportera à minima les informations suivantes : n° de marché, établissement bénéficiaire, quantité par référence, montant total facturé HT ainsi que le détail des commandes de produits labellisés en volume et en montant (par établissement) dans le but de réaliser un rapport sur nos achats vs la loi égalim.

À la demande du CHU de Nantes, les informations de ce reporting pourront être complétées et/ou modifiées.

Ce reporting devra être transmis sous format fichier Excel libre.

Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 17.4 (Litige administratif).

Chapitre V- Différends, litiges et fin du marché

Article 17 - Délais d'exécution et pénalités

17.1 Définition du délai contractuel

Le délai normal de livraison (3 à 8 jours) est mentionné lors de l'envoi de la commande, en cas d'urgence il pourra être ramené à 24/48 heures.

Cependant, le représentant de chaque établissement peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait de l'établissement ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

17.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis ci-dessus ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont imparfaitement réalisées.

Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement de l'acheteur à ses propres obligations contractuelles.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

17.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

En cas de retard dans la livraison des fournitures ou dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt une pénalité égale à :

- 25 € par jour calendaire de retard pour des commandes allant de 0 à 200 euros HT.
- 75 € par jour calendaire de retard pour des commandes allant de 200 à 1000 euros HT.
- 150 € par jour calendaire de retard pour des commandes supérieures à 1000 euros HT.

17.4 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

En cas de problèmes de livraison récurrents, constatés à trois reprises, (livraisons incomplètes, en dehors des horaires prescrits, erreurs sur les bons de livraison, erreurs d'adresse...), une pénalité forfaitaire de 50 € pourra être appliquée par l'acheteur, pour chaque livraison concernée.

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, informations manquantes sur les BL, demande de document non transmis...), une pénalité forfaitaire de 50 € par constat pourra être appliquée par l'acheteur.

En cas de problèmes sur les produits livrés vs la commande initiale (grammage, changement de référence sans accord préalable de l'acheteur) une pénalité de 10% du montant des lignes concernées pourra être appliquée par l'acheteur.

Au semestre, si plus de 30% des commandes passées auprès d'un même titulaire par établissement comportent des non-conformités représentant au moins 20% de la commande en euros, une pénalité forfaitaire de 1500€ sera appliquée.

17.5 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Le plafond de pénalité mentionné à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, est relevé à 20% et n'est pas applicable aux bons de commande. Pour les marchés subséquents conclus sous la forme d'accords-cadres à bons de commande, ce plafond de 20% s'évalue au regard du montant réalisé HT entre le début du marché ou de la tranche affermie et la date d'application des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Article 18 - Résiliation du marché

18.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

18.2 Résiliation pour événements liés au marché

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, l'acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le Titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

18.3 Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur du marché peut résilier le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

18.4 Résiliation aux torts du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- pour l'accord-cadre uniquement : en cas de résiliation aux torts du Titulaire ou d'exécution aux frais et risques d'au moins deux marchés subséquents ;
- pour l'accord-cadre uniquement : en cas de défaut de réponses s à au moins deux consultations lancées pour l'attribution de marchés subséquents ;
- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;

- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Sauf dans les cas cités à l'article 41 du CCAG-FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque l'acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

18.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

18.5.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'acheteur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Dans ce cas, le Titulaire du marché est tenu d'informer par écrit l'acheteur, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le Titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

Cette exécution est précédée d'une mise en demeure préalable, sauf en cas d'inexécution d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

18.5.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 45.1 du CCAG-FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur.

Article 19 - Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable et toutes les correspondances doivent être rédigées en français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables, le différend entre les Titulaires ou attributaires et l'acheteur se règle par la saisine du Tribunal Administratif de Nantes.

Chapitre VI - Dérogations au CCAG-FCS

Article 20 - Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont listées ci-après.

- L'article 6.3.1 du CCAP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.3 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services